C 79/INF/9
Novembre 1979

conférence

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE ROME

F

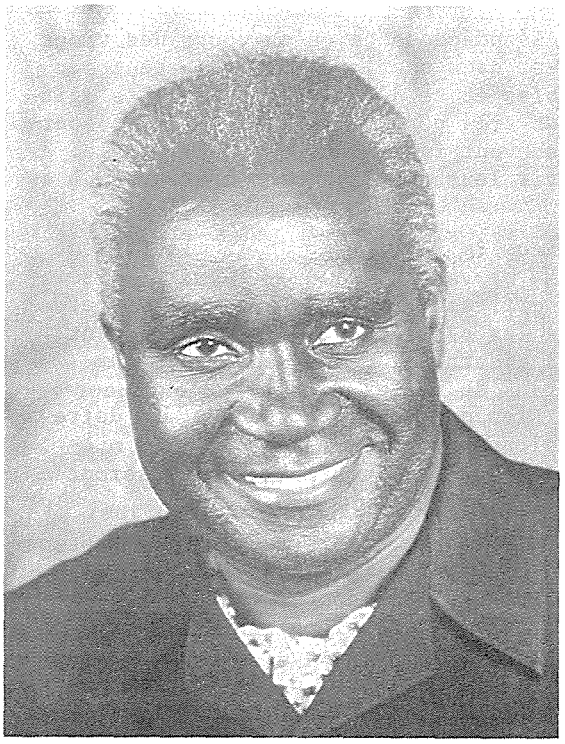
Vingtième session

Rome, 10 - 29 novembre 1979

CONFERENCE A LA MEMOIRE DE FRANK MACDOUGALL, PRONONCEE PAR SON EXCELLENCE M. KENNETH D. KAUNDA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE ZAMBIE, A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

ROME, ITALIE, 12 NOVEMBRE 1979

W/G9160/c



Monsieur le Président,

Monsieur le Directeur général,

Excellences, Messieurs et Mesdames les Délégués et invités,

Chers frères et chères soeurs,

Je suis très touché que vous ayez bien voulu m'inviter cette année à prononcer la Conférence MacDougall. J'ai accepté de m'engager avec mes compatriotes dans la lutte mondiale pour la justice sociale, qui ne saurait être réalisée sans que soient abolies la faim et la pauvreté. C'est pour moi un privilège unique et un grand honneur que de prononcer aujourd'hui cette conférence en l'honneur de Frank MacDougall, dont les idéaux et les efforts ont si puissamment contribué à la création de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en 1945.

Monsieur le Directeur général, sous votre direction si habile, efficace et dévouée, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture fait tout ce qui est en son pouvoir pour soulager le sort des millions d'êtres humains condamnés à la faim, à la pauvreté et à un désespoir mutilant.

La terre porte 4 milliards d'habitants, dont 450 millions vivent constamment avec le spectre de la misère. Ce sont eux qui sont victimes de la malnutrition et qui sont les plus menacés par la maladie. La masse des pauvres et des affamés du monde est deux fois plus nombreuse que la population totale des Etats-Unis d'Amérique. D'ici l'an 2000, la population du monde aura dépassé les 6 milliards d'habitants, et on estime que les pauvres et les affamés seront au nombre de 600 millions, soit plus de deux fois et demie la population actuelle des Etats-Unis et deux fois et demie celle de l'Union soviétique. La majorité de ces affamés vivent dans le Tiers monde, qui en l'an 2000 comptera au moins 60 pour cent de la population mondiale, contre 52 pour cent seulement aujourd'hui.

La plupart des pays en développement n'ont acquis l'indépendance qu'au cours des vingt dernières années. Dans l'ensemble, leurs économies restent dans une large mesure basées sur une seule activité. Elles sont donc extrêmement vulnérables et ce d'autant plus qu'il s'agit de pays essentiellement agricoles, dont les produits sont très périssables. Faute de ressources et de compétences techniques, leur agriculture est souvent inefficace et peu rentable. Collectivement, ces pays ne produisent pas de quoi nourrir leur population et continuent à dépendre de la charité internationale.

Les efforts qu'ils font pour briser le cercle vicieux de la faim et de la misère sont en partie rendus vains par le coût élevé des importations provenant du monde industrialisé. Ainsi, même les outils indispensables à une agriculture efficace, tels que les charrues et les tracteurs, ou bien des moyens de production tels que les pesticides, sont généralement trop coûteux pour eux. Pour joindre les deux bouts ils s'endettent, même quand ils n'ont guère d'espoir de pouvoir s'acquitter. Et s'ils contractent de telles dettes, c'est pour pouvoir offrir un débouché solvable à leurs créditeurs. Rien que pour cette année, la dette totale des pays en développement à l'égard du monde développé représente au moins 300 milliards de dollars des Etats-Unis. On estime que d'ici l'an 2000 les emprunts totaux seront de loin supérieurs au montant de 1 278 milliards de dollars prévu pour 1990.

Dans cette conjoncture, une crise d'espoir parcourt ces pays. Leurs peuples n'acceptent plus d'attendre des lendemains meilleurs pour manger: ils veulent manger aujourd'hui. Ils veulent jouir de toutes les bonnes choses de la vie et si elles leur sont refusées, ils veulent savoir pourquoi. Ainsi sur le plan politique, les pays en développement sont dans un état de fermentation qui est dû essentiellement à leur retard économique, de sorte que ce ne sont plus seulement les 450 millions d'affamés qui sont un facteur d'instabilité mondiale, c'est l'ensemble du Tiers monde qui ne supporte plus la répartition inégale de la prospérité.

Ce sentiment qu'ont les peuples pauvres d'être laissés pour compte n'est pas sans fondement. Alors que le Tiers monde est accablé par le paupérisme et la faim, le monde développé gaspille - il n'y a pas d'autres mots pour le dire - au moins 400 milliards de dollars par an pour l'armement. Et face à cette misère sordide, les pays riches relèvent les barrières tarifaires qui protègent leur ghetto de privilèges. La décennie qui s'achève a été baptisée deuxième décennie du développement. Or l'objectif qui avait été fixé de consacrer 0,7 pour cent du produit national brut à l'aide officielle au développement est loin d'avoir été atteint, si ce n'est par un ou deux pays développés. Le pourcentage effectif de l'aide ne dépassera probablement pas 0,35 pour cent en l'an 2000. Devant la crise économique qui a balayé le monde entier, la réaction des pays développés a été de réduire encore leur aide au Tiers monde.

Face à ce kaléidoscope où une misère et une faim impitoyables sont juxtaposées à une prospérité éhontée, se dressent les conquêtes inébranlables dans le domaine des droits de l'homme. L'oppression existe encore, mais les êtres humains savent maintenant qu'ils sont nés pour être libres. Bien plus, ils savent que leur sort n'est pas sans espoir, car le reste du monde souhaite les libérer - et le fera. Ils peuvent être pauvres et affamés, et n'avoir d'autres biens que leurs dents pour manger. Mais ils savent aussi que, devant les tribunaux de nombreux pays et devant la cour internationale, il leur sera rendu justice parce qu'ils sont des êtres humains.

Il se peut qu'un être humain soit inutile en tant qu'instrument de production. Mais même alors, il sait que justice lui sera rendue, car en tant qu'humain il participe d'une nature divine qui le distingue de toutes les autres créatures. Ainsi, les lois nationales et les décisions des tribunaux nationaux, les précédents qui se créent jour après jour dans l'organisme mondial, en un mot les décisions et les initiatives prises par les hommes eux-mêmes, font-ils sans cesse reculer les frontières des droits de l'homme. La liberté d'association et de culte, indépendamment de toute question de couleur, de race ou de croyance, l'égalité des chances, la justice et de nombreux autres principes sont devenus des éléments fondamentaux de nos relations internationales. J'observe avec plaisir que la FAO est la première institution des Nations Unies qui ait admis le Conseil pour la Namibie à la qualité de membre de l'Organisation. Ce fait même, ainsi que le rôle de chef de file qu'a pris l'Organisation en finançant la participation des mouvements de libération à ses conférences et réunions, prouve bien que vous tenez à assurer la liberté et la justice pour tous, indépendamment de l'origine de chacun.

En dépit des objectifs que s'était fixés la communauté internationale, ce ne sera peut-être pas pour le développement qu'on se souviendra de la décennie qui s'achève, mais plutôt pour les progrès réalisés dans le raffermissement des droits de l'homme. C'est ce processus qui a mis au ban de la communauté internationale tous les régimes racistes et fascistes minoritaires d'Afrique méridionale.

Mais que signifient liberté et droits de l'homme en l'absence de nourriture? C'est comme décréter qu'un prisonnier est libre sans lui donner de clé pour ouvrir sa prison. Les 450 millions de personnes qui vivent aujourd'hui sous le spectre de la faim et qui risquent de mourir de privations ne seront jamais des hommes et des femmes libres, quelles que soient les garanties dont ils jouissent sur le plan des autres libertés. Ces libertés ne sont en effet que des potentiels qu'on leur fait miroiter et qui ne sont pas réalisés. Ils en sont séparés par une énorme mer de feu dont ils risquent de ne jamais atteindre l'autre rive. La liberté n'a de sens que pour les vivants et non pas pour les morts. Aucun homme, aucune femme n'est libre sans être en vie. La nature fait en sorte que le phénomène le plus intime de la vie, la respiration, se produise de la naissance à la mort automatiquement et sans effort. La nature veut aussi que, même si le besoin de manger est instinctif, il faut pour le satisfaire se donner du mal et utiliser des ressources qui ne sont pas toujours abondantes. Nous pouvons regretter que notre ancêtre Adam ait goûté du fruit défendu: toujours est-il qu'aujourd'hui chacun doit gagner son pain à la sueur de son front.

Je suis persuadé que la communauté internationale comprend parfaitement que les hommes, implacablement aiguillonnés par la faim, ne seront jamais libres. Je crois que s'il suffisait de faire un voeu pour qu'il soit réalisé, ce serait le voeu de tous nos pays que la faim disparaisse de la face du monde. Mais hélas! tel n'est pas le cas, et une assemblée de ministres de l'agriculture, responsables du sort des paysans de leur pays n'est pas la tribune appropriée pour de telles fantaisies. Quelles sont donc les solutions qui s'offrent à l'humanité?

Il me semble que, bien avant d'aborder la question des transferts de ressources et d'autres problèmes matériels, il faut résoudre les blocages idéologiques, car ce sont eux, et non pas le volume absolu des ressources, qui influent sur ces transferts. Le premier préjugé est la conviction lénifiante que la situation s'est améliorée parce que 11 pour cent seulement de l'humanité souffrent désespérément de la faim aujourd'hui, alors que la proportion était presque certainement plus élevée autrefois. Les principaux responsables de cette situation inventent une réalité plus aimable pour excuser leur inaction. Mais demandons-nous un instant ce que c'est que manger. Aujourd'hui, la production d'aliments est une entreprise moins individuelle qu'elle ne l'était autrefois. Mais manger demeure une activité individuelle au plus haut point. Une autre peut manger la nourriture qui m'était destinée, mais il ne peut la manger en mon nom et à ma place. Celui qui a faim et qui se sent mourir n'est nullement soulagé de savoir que sa mort est nécessaire pour permettre à un autre de manger et de survivre. Il faut être un héros, une mère ou un martyre pour réagir ainsi: mais telle n'est pas la nature du commun des mortels. L'élimination de la faim n'est donc pas une tâche qui peut attendre: c'est un combat urgent, à entreprendre en toute hâte.

Face à une tragédie deux réactions sont possibles: chercher des remèdes ou considérer que ça ne vous regarde pas, se retirer dans sa tour d'ivoire, essayer d'oublier et dormir. Ainsi face à la détresse de Joseph, l'aubergiste lui répondit qu'il n'avait pas de place et lui ferma la porte au nez. Cela n'a pas empêché Jésus de naître, mais il est né dans une étable, au milieu des agneaux bêlants, Dans le monde d'aujourd'hui, plus qu'à toute autre époque, l'homme s'active à construire des murs pour séparer l'homme de l'homme. Au moment même où une éthique universelle semble être au zénith, l'état nation, s'appuyant sur les techniques modernes, atteint le comble de la présomption et de l'arrogance. Dans les anciennes civilisations du village et de la cité, l'homme avait une vision plus universelle qu'aujourd'hui. Il pensait moins par rapport à l'Etat et plus par rapport à l'humanité.

Poussé au paroxysme, le système de l'état nation va tuer l'homme, parce qu'il émousse sa sensibilité face aux souffrances de l'humanité entière. Bien sûr, le fait que 450 millions d'être humains souffrent de la faim suscite en moi une émotion diffuse. Mais il n'y a guère de chance que je fasse quoi que ce soit pour y remédier, à moins que certains de ces affamés ne soient mes compatriotes. Le sens de la fraternité humaine se confine de plus en plus dans

les limites des états nationaux. Pourquoi donc s'étonner que les états nations, qui seraient assez riches pour pouvoir améliorer la situation,décident au contraire de gaspiller leurs ressources en ruineuses publicités pour vendre davantage de telle ou telle boisson, au lieu d'utiliser ces mêmes ressource au service de ceux qui ont faim et qui meurent?

Le poète métaphysique John Donne a écrit qu'aucun homme n'est une île et que les souffrances d'autrui diminuent l'homme. Cet aphorisme est aussi vrai aujourd'hui qu'alors. A notre époque de communications rapides entre les peuples, les conséquences sociales et politiques catastrophiques de la faim ne peuvent plus être contenues dans les zones frappées par la disette. Jamais des affamés n'ont gagné une guerre. Moins encore des femmes et des hommes inexorablement entraînés à la mort sur le radeau de la malnutrition.

Mais la faim engendre chez l'homme le pire des désespoirs, et c'est de là que sont nés les grands bouleversements qu'a connus le monde. Ne comptez pas sur moi pour défendre la paix et la sécurité d'un monde qui ne doit sa solidité qu'à ma faim et à celle de mes enfants. Ce type de paix est un abus de pouvoir. Pour la millième fois peut-être dans le cours de l'histoire, elle a sombré sous l'assaut des foules affamées qui ont envahi les Tuileries en 1789, décapité l'ancien régime et mis en route l'arme la plus mortelle contre toutes les formes de dictature qui ait jamais influé sur l'histoire politique de l'humanité. Le socialisme des pays de l'Est, issu des idées de Karl Marx et d'Engels, fait encore mauvais ménage avec le capitalisme issu de la révolution américaine. Mais ces deux idéologies tirent d'une certaine façon leur origine de la révolution française et de ce raz-de-marée irrationnel qui un jour a poussé les foules parisiennes pleines de colère jusqu'aux marches de Versailles pour exiger du pain d'une monarchie assiégée, mais insensible. Alors, ils n'étaient que quelques milliers: aujourd'hui, ils sont 450 millions qui, à tous les égards, sont plus mal lotis que jamais.

Dans notre monde hautement civilisé, le succès et le triomphe des uns doivent être concevables sans se traduire par la défaite et la privation des autres. Nous devons nous accrocher à l'idée que toute victoire, tout progrès à l'actif d'une nation quelle qu'elle soit représente un succès pour toute l'humanité. Si on ne le comprend pas, c'est qu'on se méprend et sur l'ennemi et sur le champ de bataille. L'ennemi de notre liberté, ce ne sont pas les affamés, c'est la faim. Le champ de bataille n'est pas le pays frappé par la famine, c'est la terre entière, car la défaite d'un seul peuple a des conséquences qui vont loin pour toute la population du globe. Face aux problèmes de la faim, l'humanité doit faire front comme un peuple unique. Tant que des êtres humains resteront démunis et affamés, la faim continuera à hanter silencieusement les coulisses des salles où les nantis banquettent. Si notre conscience ne nous y pousse pas, comprenons au moins notre véritable intérêt et ayons assez d'instinct de conservation pour nous mobiliser tout entiers contre la faim.

En fait, je n'ai jusqu'à présent dit qu'une seule chose, à savoir que le problème de la faim est l'affaire de l'humanité tout entière et non pas seulement de ceux qui en souffrent. La qualité de la liberté humaine elle-même ainsi que la paix dépendent des solutions qui seront trouvées à ce problème. Les peuples du monde auraient donc tort d'y être indifférents. Une action internationale s'impose de toute urgence.

A court terme, la stratégie de la sécurité alimentaire mondiale est essentiellement une affaire de distribution. L'aide alimentaire qui consiste à déplacer des excédents vers des zones nécessiteuses a joué un rôle important pour soulager la faim et la malnutrition.

A ce propos, je tiens à féliciter la FAO de son programme et de la façon magistrale dont elle l'administre. Rien que l'année dernière elle a acheminé environ 90 millions de dollars d'aide alimentaire des pays excédentaires vers les pays affamés. Cette réaction rapide de la FAO doit encourager les pays excédentaires à accroître leur aide et non pas à la réduire. Je félicite les nations qui ont répondu et je leur demande - comme je demande à tous - de participer au combat contre la faim.

Mais on ne saurait se contenter de ces transferts massifs de vivres pour assurer la sécurité alimentaire mondiale: il faut une stratégie plus adéquate. Dans son bulletin sur les perspectives de l'alimentation, la FAO lance un avertissement inquiétant à propos des mouvements de stocks alimentaires. L'Organisation prévoit en effet que les besoins d'importation de blé et de céréales secondaires en 1979/80 atteindront le volume sans précédent de 169 millions de tonnes, soit 11 millions de tonnes de plus que pendant la dernière campagne. Mais si les problèmes de transport qui se posent actuellement dans les principaux pays exportateurs ne sont pas rapidement résolus, le volume qui sera effectivement expédié risque de ne pas répondre aux besoins. Le problème du temps se pose aussi: il faut un préavis suffisant pour permettre une action efficace. N'oublions pas en effet que si des semaines, et même des mois, peuvent être nécessaires pour transporter des excédents d'un pays à l'autre, il suffit de quelques jours de faim pour débiliter la chair et l'esprit des victimes.

A long terme, la sécurité alimentaire mondiale exige que les pays du Tiers monde, où vivent la majorité des affamés, soient autosuffisants en produits alimentaires de base. Mais je veux me mettre un instant à la place des pays à excédents. Voyons un peu quels problèmes leur pose le remplacement graduel de l'aide alimentaire proprement dite par un effort pour développer les ressources alimentaires du Tiers monde. Pour les agriculteurs des pays développés l'aide alimentaire, dans la mesure où elle consiste à faire sortir les excédents du marché national, équivaut à une expansion des débouchés et raffermit le marché local. Ils préfèrent de beaucoup que l'Etat leur achète leurs excédents à un prix rémunérateur, même si c'est pour les donner à l'étranger, à une politique d'autosuffisance des pays bénéficiaires de l'aide alimentaire, qui leur ferme des débouchés. Mais il y a aussi des difficultés du côté des pays bénéficiaires. Lorsque les gens meurent de faim, ils se demandent pourquoi leur gouvernement ne leur donne pas une aide alimentaire d'urgence. Mais si l'on importe des aliments, les agriculteurs et leurs représentants politiques blâmeront les gouvernements d'appliquer des politiques qui se traduisent par des déficits de production et tendent donc à céder à des étrangers une partie du marché national. Quand on importe sans tenir compte de la capacité qu'aurait le secteur agricole national de combler les déficits, on finit sans aucun doute par ruiner l'agriculture locale, qui doit au contraire être encouragée à se développer, parfois à tout prix. Les transferts doivent se poursuivre, mais sans dumping. Avant tout, il faut faire en sorte que les pays en développement soient autosuffisants en produits de base. Par ailleurs, il est déshonorant de continuer à dépendre d'autrui pour se nourrir. En Zambie, la tradition est de nourrir un étranger pendant quelques jours, mais s'il reste plus longtemps, on lui donne une hache et une houe. Ce symbole signifie que nul, à moins d'être étranger, n'a le droit d'être nourri par le travail d'un autre: il doit cultiver lui-même ce dont il a besoin.

Mais l'autosuffisance alimentaire du Tiers monde ne doit pas être le seul objectif de la stratégie de la sécurité alimentaire mondiale. D'ici quelques années, la plupart des pays du monde développé auront épuisé leurs ressources en terre et autres facteurs de production. Malgré le ralentissement de l'expansion démographique, les terres ne suffiront plus même à assurer l'autosuffisance. Et tôt ou tard, les nouveaux perfectionnements techniques n'auront plus que des effets marginaux.

Si vous êtes tentés de m'accuser d'être peu réaliste, rappelez-vous que sans les connaissances techniques et les autres ressources mises en oeuvre par les pays développés pour faire fructifier le potentiel pétrolier des pays arabes, le monde n'aurait peut-être jamais connu l'âge atomique et thermonucléaire: en effet, le pétrole est un des éléments fondamentaux des progrès techniques qu'a connus l'humanité au cours du dernier siècle. Or, de même que la présence d'abondantes ressources pétrolières dans le monde arabe n'implique pas que l'on pourra toujours compter sur le pétrole, de même le fait qu'il y a aujourd'hui suffisamment de terres cultivables dans le monde développé ne signifie pas qu'il en sera toujours ainsi. Au contraire, nous savons que cela ne sera pas le cas et que les jeux vont certainement changer, à moins que l'on ne tire parti de tous les moyens techniques existants pour rendre productives les vastes ressources de terres inexploitées du Tiers monde. Ainsi la race humaine a-t-elle un intérêt commun : il faut accroître - et de beaucoup - la production dans des zones nouvelles. Si l'humanité ne veut pas se contenter de déplacer la famine d'une région à l'autre, elle doit sans tarder consacrer des ressources à la mise en valeur intégrale du potentiel de production alimentaire de toutes les régions du monde.

A la suite de la crise pétrolière, on entend dire partout que l'énergie nucléaire représente la meilleure solution de rechange. Jusqu'à tout récemment, cette crise n'était pas provoquée par une pénurie matérielle: il s'agissait simplement d'une hausse des prix. Aujourd'hui, l'inflation a rongé les bénéfices, à tel point que le problème n'est plus seulement celui du prix, mais que la sécurité mondiale des approvisionnements futurs en pétrole est menacée. Même si l'on commence à se rendre compte que les réserves s'épuisent, le monde demeure obsédé par la question du prix et ne fait donc pas un effort suffisant pour chercher d'autres solutions réalistes et viables. Permettez-moi de vous suggérer que l'énergie biologique s'avérera la solution la plus viable. Qu'il s'agisse de dérivés du maïs, de la mélasse ou d'autres végétaux, sa production exigera de la terre. Il est fort possible que seules des cultures tropicales puissent produire de l'énergie biologique. Dans ce cas, comment l'humanité pourra-t-elle assurer son avenir, si elle ne commence dès aujourd'hui? N'oublions pas que la crise pétrolière traduit l'incertitude des approvisionnements futurs et qu'il faut dès aujourd'hui chercher des solutions de rechange. Celles-ci peuvent être aussi bien trouvées non seulement dans l'énergie nucléaire, mais aussi dans l'énergie biologique - et donc dans l'agriculture.

D'ici la fin du siècle, la production agricole du Tiers monde ne marquera pas de progrès spectaculaires, à moins que nous ne fassions tous, tant que nous sommes, un effort exceptionnel. En effet, on estime que cette production représentera un pourcentage décroissant du produit intérieur brut des pays intéressés: 14 pour cent en 1990 contre 19 pour cent en 1975. Et pourtant, la part des produits manufacturés exportés par les pays en développement sur les marchés industrialisés ne sera encore que d'environ 15 pour cent. Pour qu'un progrès réel soit possible, le facteur déterminant sera la masse paysanne, composée de millions de petits et gros producteurs. Il faut donc avant tout se demander s'ils sont disposés à adapter de nouvelles méthodes. Cela ne sert à rien de réorienter massivement des ressources vers le Tiers monde si les agriculteurs ne veulent pas changer - et leur refus sert souvent d'alibi aux pays développés pour ne faire qu'un effort minimum. Or, j'ai une confiance inébranlable dans le bon sens des paysans du Tiers monde. J'irai même jusqu'à dire que, dans leurs réactions aux situations nouvelles, ils ne diffèrent en rien des agriculteurs du monde développé. Partout, les paysans sont des gens réalistes. Ce qui les intéresse, c'est la terre, le climat, le coût des facteurs de production et la possibilité de se les procurer, et enfin le prix auquel ils peuvent vendre leurs produits. Ils se plaignent, bien sûr, parce que l'herbe du voisin paraît toujours plus verte. Mais nul ne renoncera jamais, à aucun prix, à son propre lopin. Chacun aspire à mettre sa terre en valeur et, qu'il s'agisse d'une exploitation individuelle ou d'une ferme collective, il veut être rassuré pour ses enfants et les enfants de ses enfants. Je dis que les paysans se plaignent toujours. Cela est vrai, à tel point qu'ils n'hésitent même pas à accuser le bon Dieu. A plus forte raison, ne se gênent-ils pas pour se plaindre du gouvernement. On ne peut pas diriger les paysans. La seule direction qu'ils suivent, c'est une rémunération suffisante de leur travail et de leur investissement: ils leur faut des stimulants. Il faut leur assurer non seulement un prix à la fois élevé et libre pour leurs produits mais aussi un prix faible et contrôlé pour les facteurs de production dont ils ont besoin. Quel que soit le système - prix contrôlés ou marché libre - ils refusent d'en être les victimes. Les agriculteurs du monde entier ne sont pas nécessairement hostiles aux techniques nouvelles - mais ils s'en méfient. Ils ont payé cher le rôle de cobaye qu'on leur a fait jouer dans le passé. Pourquoi devraient-ils aujourd'hui croire que les nouvelles méthodes les aideront? Leurs propres gouvernements les ont rarement protégés, cédant eux-mêmes sous la pression des habiles vendeurs du monde développé.

Les paysans du Tiers monde ont vu s'écrouler la valeur réelle de leur travail et au cours des années ils sont devenus de simples rouages d'un énorme mécanisme au service des masses urbaines qui savent s'exprimer sur le plan politique.

Si donc nous avons une tâche à accomplir, c'est de modifier la situation de ces paysans du Tiers monde - encore que mes remarques vaillent également pour tous les paysans du monde. Je sais que, quand on leur démontre clairement que le changement leur sera bénéfique, les agriculteurs ne sont pas conservateurs. Ils sont capables d'agir plus vite encore que leurs leaders politiques. Notre rôle est donc de nous activer plus énergiquement que nous ne le faisons maintenant pour les motiver. A cet, égard, je tiens à faire l'éloge des résultats de la conférence qui s'est tenue sous les auspices de la FAO, ici à Rome, du 12 au 20 juillet dernier sur le thème de la réforme agraire et du développement rural. Les recommandations et résolutions que vous y avez formulées constituent par elles-mêmes une charte du paysannat sans précédent dans l'histoire. Jamais auparavant l'opinion mondiale ne s'était ainsi concentrée sur les paysans ni ne s'était émue de leur sort avec autant d'attention et d'intérêt profond. Et ce n'est que justice: car ce ne sont ni les ressources, ni les machines qui à elles seules changeront la situation, mais bien l'action de l'homme. Mais l'homme, pour produire, a besoin de ressources, et avant tout du perfectionnement personnel que permettent divers programmes éducatifs à l'intention des agriculteurs. Et de plus, il a besoin d'aide: c'est là que se situe clairement le rôle de cette Organisation. L'aide n'est pas toujours facile à obtenir et elle est rarement accordée sans condition. D'où la nécessité d'en tirer le parti maximum. La FAO, grâce au dynamisme de son Directeur général, donne à cet égard un exemple remarquable et d'autres organisations internationales pourraient bien la suivre dans cette voie. Soucieux de mettre toutes les ressources disponibles au service d'une action efficace, vous avez, Monsieur le Directeur général, supprimé un grand nombre de publications, de postes et de réunions pour économiser de quoi financer des entreprises plus utiles. Vous avez ainsi pu instaurer le Programme de coopération technique grâce auquel l'Organisation est aujourd'hui en mesure d'intervenir rapidement, qu'il s'agisse de fournir une aide d'urgence et des facteurs de production - notamment des machines agricoles - ou de financer sans délai la préparation de projets de préinvestissement. Grâce au programme de sécurité alimentaire, vous pourrez désormais aider les pays en développement à élaborer des politiques nationales de sécurité alimentaire et mobiliser une aide extérieure pour l'application de ces politiques. Votre programme de prévention des pertes alimentaires est, en vérité, une initiative heureuse qui contribuera à accroître les stocks totaux de vivres dont dispose l'humanité. Nous espérons que ce programme pourra être élargi et encore amélioré. Je vous demande instamment, Monsieur le Directeur général, à vous et à toute l'Organisation que vous dirigez, de poursuivre cet effort si utile. Un souffle d'air frais parcourt les bâtiments de la FAO. Grâce à la nomination de représentants dans les pays, votre activité arrive maintenant jusqu'aux portes des fermes du Tiers monde. Vous constituez l'intermédiaire entre les paysans et les nations riches. Je fais des voeux pour que votre Organisation continue sur sa lancée sans perdre le sens de l'urgence dont elle fait preuve aujourd'hui. S'il existe des organismes internationaux tels que le vôtre, c'est bien parce que ce combat exige une action internationale. Or, cet effort commun ne s'est pas intensifié comme il aurait fallu. Au contraire, c'est la compacité des blocs économiques de pays riches qui s'est accentuée.

Par leur solidarité économique et par leurs politiques commerciales ces pays ont en quelque sorte séquestré des ressources et techniques à leur profit. Et cela ne changera que si la communauté internationale accepte sans réticence le principe de l'interdépendance. Les pays en développement ont besoin de ressources, de connaissances et de techniques pour pouvoir accroître leur production alimentaire. Et tout cela existe dans les pays développés. Encore faut-il que, sur le plan international, les pays développés acceptent de transférer des ressources aux pays en développement, et aussi que ces derniers les utilisent pour accélérer leur production alimentaire. Tant qu'ils n'auront pas accès aux ressources que les pays développés possèdent à profusion, l'apport du Tiers monde à la sécurité alimentaire mondiale ne pourra guère s'accroître. Les efforts des organisations internationales et les résolutions bien intentionnées des conférences mondiales resteront lettre morte.

La communauté internationale s'est dotée de mécanismes et d'institutions permettant d'acheminer les transferts de ressources nécessaires à l'agriculture et de les répartir de façon équitable. Ces organisations ne pourront pleinement jouer leur rôle que si le principe de la répartition équitable des ressources alimentaires est accepté par tous les pays, et que tous s'engagent à le respecter. L'échec des conférences de la CNUCED montre bien que l'humanité est encore loin d'être unie dans la lutte contre l'ennemi commun que nous autres Zambiens, inspirés par notre philosophie humaniste, avons identifié comme étant la pauvreté, avec ses séquelles que sont la faim, l'ignorance, la corruption, le crime et l'exploitation de l'homme par l'homme. Et pourtant le monde serait beaucoup plus heureux en fin de compte si tous les pays produisaient de quoi se nourrir. L'échec de ces conférences vient pour beaucoup de ce que les hommes répugnent à partager ce qu'ils ont avec leur prochain et souhaitent au contraire conserver et protéger toutes leurs possessions. Plus encore, ils cherchent toujours à acquérir davantage, fût-ce aux dépens de ceux qui sont démunis de tout. Toutes ces faiblesses inhérentes à la nature humaine, nous pourrons les surmonter une fois que nous aurons bien assimilé l'idée que le droit de manger est le droit le plus fondamental de l'homme et qu'il doit être garanti pour tous. Nous devons bien comprendre que c'est aux hommes eux-mêmes de faire ce qu'il faut pour changer le sort de ceux qui n'ont rien et qui meurent de faim.

Or les actes des hommes ne s'inspirent nullement de ce principe. Depuis 1974, on parle d'un nouvel ordre économique international, un ordre qui serait caractérisé par la justice économique pour toute l'humanité. Ce nouvel ordre est sans aucun doute une idée importante, et la nécessité de l'instaurer au plus tôt rallie l'unanimité dans le Tiers monde. Le monde a besoin d'urgence d'une nouvelle base pour partager les marchés et pour répartir ressources et techniques entre tous les peuples. Cette base est le seul point de départ valable pour la guerre contre la faim. Mais le débat, au lieu de progresser vers une conclusion féconde est maintenant grippé, comme pris au piège dans les mailles de la politique, au lieu d'être animé par un élan vers le progrès économique. Entre-temps, l'écart entre les pays riches et les pays pauvres ne fait que s'élargir car les termes de l'échange entre les nations en développement et les pays industrialisés favorise de plus en plus les pays développés. Notre sous-développement dans le Tiers monde a ses racines dans la structure même du commerce mondial. L'organisation inique du commerce international est l'élément déterminant de notre pauvreté. Et celle-ci ne peut être combattue utilement sans une réforme radicale des structures actuelles du commerce international. La stabilisation des prix des produits primaires des pays en développement et l'abandon des politiques protectionnistes par les pays industrialisés sont deux des principales étapes du processus qui conduira à un nouvel ordre économique international.

Paysans et ouvriers du Tiers monde, qui travaillent dans les plantations de café, de thé, de cacao, de sisal et d'hévéa, ou dans les mines de cuivre, de fer, de charbon ou d'étain connaissent un labeur pénible, mais peuvent encore accroître leurs efforts. Si nos perspectives de développement sont peu brillantes, ce n'est pas simplement faute d'application, mais surtout parce que les termes de l'échange sont défavorables. Le prix des articles manufacturés produits par les pays industrialisés ne cesse de monter, tandis que les prix des exportations de produits primaires des pays en développement restent stationnaires ou connaissent de violentes fluctuations. Et pour couronner le tout, nous devons transporter à nos frais nos produits d'exportation jusqu'à la porte même de nos clients, tandis que nous sommes contraints d'acheter leurs marchandises chez eux et de l'acheminer jusqu'à nos pays, toujours à nos frais. Les facteurs de production essentiels à notre agriculture tels que les tracteurs, les engrais et les autres produits chimiques renchérissent graduellement, et cessent d'être à notre portée, poussés par la montée des prix du pétrole. Un tracteur que l'on pouvait importer en Zambie il y a cinq ans pour 5 000 dollars, peut coûter aujourd'hui jusqu'à 15 000 dollars. Nos importations pétrolières, qui nous coûtaient 20 millions de dollars en 1974, représentent aujourd'hui une sortie de devises de 168 millions de dollars. Cette situation est intenable, surtout pour les pays très pauvres en ressources naturelles, qu'il s'agisse de mines ou de terres fertiles.

Or, le Nouvel ordre économique international peut devenir une réalité dans un avenir relativement proche, pourvu que la communauté internationale envisage le développement mondial dans une perspective plus large. Il est temps d'insister sur les avantages à long terme de la coopération, quels que puissent être les sacrifices qu'elle exige aujourd'hui, au lieu

de nous contenter d'expédients temporaires. La loi de la jungle, dans laquelle seuls les plus forts peuvent survivre, sonne le glas de l'humanité. L'exploitation de l'homme par l'homme, aussi bien au niveau national qu'au niveau international, engendre partout la violence.

Je crois qu'aucun pays ne se complait dans la mendicité ni dans une politique délibérée de famine perpétuelle. Toutes les nations cherchent d'une façon ou d'une autre à atteindre l'auto-suffisance en aliments de base. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, et faute de moyens, les plans, si bien inspirés et si bien formulés qu'ils soient, aboutissent trop souvent à l'échec et à la déception. En vérité, sans ressources humaines et financières suffisantes, aucun plan national de production alimentaire ne peut réussir. Or, les pays en développement ne disposent pas des techniques qui leur permettraient de maximiser leur potentiel de production. D'où la nécessité du transfert technologique demandé par le Nouvel ordre économique international.

Mais le processus de développement agricole ne sortira pas d'un transfert unilatéral de ressource des pays développés au profit des pays en développement. Ces derniers, de leur côté, doivent harmoniser leurs politiques intérieures. Ils doivent orienter rationnellement leurs ressources intérieures. Ils doivent fixer des priorités qui correspondent à la nécessité d'améliorer la production agricole et la qualité de la vie pour la majorité des gens. C'est seulement quand les priorités seront définies et que les ressources intérieures seront judicieusement exploitées que les apports extérieurs pourront avoir l'impact voulu.

Il ne suffira pas pour nourrir ceux qui ont faim de transférer suffisamment de ressources vers les pays en développement. La seule façon d'abolir le fléau de la faim est d'investir dans des programmes efficaces permettant de produire davantage d'aliments et de les mettre à la portée de tous. Parfois les ressources transférées ne servent qu'à créer une bureaucratie et à engraisser les élites avides de consommation, sans jamais parvenir jusqu'aux groupes cibles, c'est-à-dire jusqu'aux pauvres, et à plus forte raison sans aider les pays bénéficiaires à accroître leur capacité de production. Bien évidemment, si les ressources transférées des pays développés aux pays en développement n'atteignent pas ceux à qui elles sont destinées, les petits paysans, la situation restera immuable et le discours des pays en développement n'aura pas changé d'ici un siècle. Certains en seront sans doute satisfaits, car cela perpétuera le dualisme donateur-bénéficiaire. Mais cela ne sera pas dans l'intérêt de l'humanité. Sans aucun doute cela éloignera encore le moment où le monde pourra parler de commerce de produits alimentaires et de sécurité alimentaire mondiale sur une base d'égalité et avec une voix unanime.

Les pays en développement doivent se rendre compte que leur production ne peut pas être organisée de la même façon que dans les pays développés où le nombre des travailleurs agricoles et des personnes qui vivent de l'agriculture diminue rapidement. Tel n'est pas le cas dans les pays en développement, dont la population est composée en majorité de paysans qui vivent de la terre. Ce qu'il faut, c'est accroître la productivité de ces paysans. Ou bien, ce sera un petit nombre de gros agriculteurs avec de puissants moyens mécaniques qui produiront de quoi satisfaire la totalité des besoins nationaux. Mais cela ne permettrait pas d'éliminer la faim ni la malnutrition, pas plus que d'améliorer le niveau de vie des paysans, car ceux-ci devront acheter leur nourriture, alors qu'ils n'ont pas d'argent. Leurs revenus sont très faibles, et souvent nuls. Une telle solution est donc dangereuse. C'est celle qui permet à certains pays de créer un excédent artificiel d'aliments, tandis que la majorité de la population souffre de la faim, ne pouvant se permettre d'acheter de quoi manger.

C'est là une situation très répandue dans le monde. Il y a des pays qui ont des excédents alimentaires, mais où les affamés ne peuvent se procurer de quoi manger qu'à un prix très élevé. Comme ce prix dépasse leurs moyens, ils restent affamés.

Monsieur le Directeur général, nous sommes tous au courant des négociations qui ont été conduites pour conclure un nouvel accord international sur les céréales et pour chercher à stabiliser les prix céréaliers. Malheureusement la conférence de négociation a échoué et s'est ajournée sine die. C'est donc avec plaisir que je prends note du Plan d'action en cinq points de votre Organisation visant à établir des réserves et stocks nationaux de vivres et à fournir une aide aux pays en développement, de telle sorte que la communauté internationale soit mieux préparée aujourd'hui qu'elle ne l'était lorsqu'a éclaté la dernière crise alimentaire, en 1973/74.

Quand MacDougall a eu l'idée de cette Organisation, il ne pouvait pas concevoir les nombreux problèmes qui allaient s'opposer à l'accomplissement du noble idéal qu'il se proposait: faire en sorte que chaque être humain puisse manger à sa faim. A cette époque l'humanité cherchait encore à tâtons à rétablir la paix, et elle était habituée à ne compter que sur l'aptitude à détruire plutôt que sur une activité constructive et pacifique. L'ampleur du problème de la faim n'était pas encore connue. La majorité des peuples du Tiers monde vivaient encore en régime colonial et n'avaient pas de voix pour faire connaître au monde leur faim et leurs privations. C'était beaucoup plus encore qu'aujourd'hui un monde dans lequel une minorité déterminait la destinée de la majorité.

La pérennité de l'idéal de Frank MacDougall et du message qu'il a adressé à l'humanité est attestée par le fait que l'espoir d'affranchir le monde de la faim demeure un objectif cher à l'humanité toute entière. Mais si MacDougall ressuscitait aujourd'hui, il serait horrifié et écoeuré de constater que les hommes se sont fourvoyés au point de considérer la paix comme une condition qui les met sur un pied d'égalité dans la course aux armements et non pas comme une situation qui leur permettrait d'abolir la faim. Sans doute la paix peut-elle règner temporairement tandis que tous les pays qui en ont les moyens rivalisent dans la course aux armements porteurs de mort. Mais, comme le prophétisait Martin Luther King, la paix ne sera jamais permanente "tant que la justice ne descendra pas des montagnes". Et pour que cette justice soit possible, il faut tout d'abord que tous les peuples du monde aient de quoi manger. Les hommes pourront signer de nouveaux traités de limitation des armes stratégiques - et Dieu veuille qu'ils le fassent - mais tant qu'ils n'auront pas signé et appliqué un traité d'élimination de la faim, la paix, la vraie paix durable, restera un vain espoir. En cette année 1979, consacrée à l'enfant, nous devons réorienter tous nos efforts vers cette recherche d'une paix authentique et profonde. Les horreurs de la guerre sont très réelles, et elles sont abominables mais puissions-nous voir clairement les choses et discerner, derrière la situation de guerre, l'horreur encore plus affreuse de la faim, qui est la cause réelle de toutes les guerres de ce monde.

S'adressant à Sir John Boyd Orr, qui devait devenir le premier Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, MacDougall écrivait "Frère Orr, nous avons aujourd'hui par la grâce de Dieu allumé à Genève une flamme qui, nous l'espérons, ne s'éteindra jamais". MacDougall parlait évidemment du fait qu'avec ses collaborateurs il avait réussi à convaincre la Ligue des Nations de la nécessité de ne pas dissocier la question de la santé de celle de l'agriculture. Mais cette flamme allumée alors symbolise aussi l'espoir que cette Organisation des Nations pour l'alimentation et l'agriculture offre à l'humanité. L'humanité d'aujourd'hui dispose d'une vaste réserve de science et de techniques, de grandes superficies de terre à mettre en culture. Si la race humaine n'abolit pas la pauvreté et la misère sordides de la face du globe, ce ne sera pas faute de moyens, ce sera faute de l'avoir voulu. Cette Organisation possède les experts nécessaires, et elle est placée sous une direction capable, de sorte qu'elle peut maintenir cette flamme allumée dans l'intérêt de l'humanité toute entière. Je suis convaincu - j'oserai même dire: je sais - qu'elle fera face sans défaillir au défi qui nous est lancé.